

N° AP 23/182

A R R E T E

MODIFICATION DE LA LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE D'ACCESSIBILITE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L2143-3,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

VU la délibération du Conseil Métropolitain N° 20/07/12 du 15 juillet 2020 portant création et composition de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité,

VU l'arrêté n° 21/148 du 31 Décembre 2021 arrêtant la liste des membres de la Commission Intercommunale d'Accessibilité

VU l'arrêté n° 23/94 du 15 mai 2023 donnant délégation de fonction à Monsieur Cheikh MANSOUR, pour présider la Commission Intercommunale d'Accessibilité,

VU le courriel en date du 2 octobre 2023 du représentant de l'Association PARIH Var Monsieur Cédric CHEVALLIER faisant acte de candidature comme membre de la Commission Intercommunale d'Accessibilité,

VU le courriel du 3 octobre 2023 nous informant de la dissolution de l'Association « Au fil de l'air » représentée par Monsieur Francis LAUSSEL,

CONSIDERANT qu'il y a donc lieu de supprimer de la liste des membres de la Commission Intercommunale d'Accessibilité, l'Association « Au fil de l'air » représentée par Monsieur Francis LAUSSEL, suite à l'annonce de sa dissolution, par courriel en date 3 octobre 2023,

CONSIDERANT qu'en vertu des dispositions précitées, il appartient au Président d'arrêter la liste des membres de la commission intercommunale d'accessibilité,

CONSIDERANT qu'il y a lieu, au regard de la qualité des actions de l'Association PARIH Var et de son implication auprès du public porteur de handicaps, de désigner un représentant de cette association au sein de la Commission Intercommunale d'Accessibilité comme membre composant le collège « Associations ou Organismes représentant les personnes handicapées »,

A R R E T E

ARTICLE 1

Est supprimée de la liste des membres de la Commission Intercommunale d'Accessibilité au sein du Collège « Associations ou Organismes représentant les personnes handicapées », l'Association AU FIL DE l'AIR représentée par Monsieur Francis LAUSSEL.

ARTICLE 2

Est désigné membre de la Commission Intercommunale d'Accessibilité au sein du Collège « Associations ou Organismes représentant les personnes handicapées », l'Association PARIH Var représentée par Monsieur Cédric CHEVALLIER.

ARTICLE 3

Madame le Directeur Général des Services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

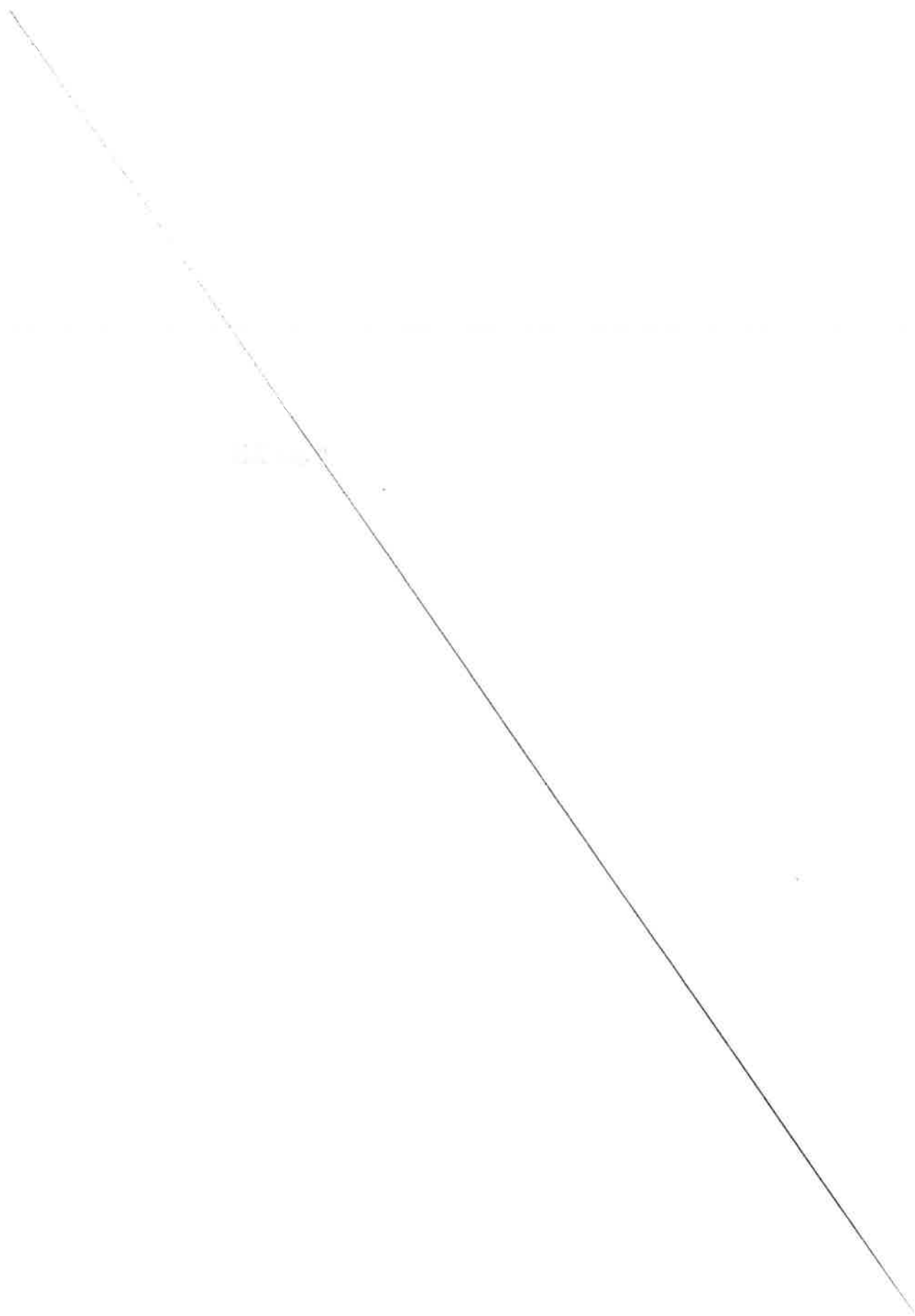
Signature :

Fait à Toulon, le 19 OCT. 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE





Groupement PARIH-VAR

STATUTS

Préambule

Historique :

Le Groupement est un groupement de personnes morales à but non lucratif construit à partir de l'appel à projet pour la création d'un Pôle d'Appui et de Ressources pour l'Inclusion Handicap (PARIH) en 2022.

Les personnes morales citées ci-dessous ont souhaité se regrouper afin de répondre à cet appel à projet et ainsi créer le PARIH Var pour :

- Participer à la création d'un réseau efficace entre acteurs de la petite enfance, de l'enfance, de la jeunesse et du handicap,
- Être un dispositif ressources et relai de l'existant
- Proposer un positionnement d'appui expert collaboratif.

L'ensemble des personnes morales constituant le Groupement partagent les valeurs et objectifs définis dans la réponse à l'appel à projet et veilleront à ce que son action s'inscrive dans celui-ci.

Personnes morales ayant répondues ensemble à l'appel à projet :

- L'AFTC
- Adapei var-méditerranée
- AIDERA VAR
- L'Association Départementale des Francas du Var
- L'Association Départementale des PEP83
- L'Association Phar83
- L'Association Trisomie 21 Var
- LADAPT
- Comité Départemental Olympique et Sportif du Var (CDOS)
- CODES 83
- CORIDYS VAR,
- Groupe d'Entraide Mutuelle CoeZion,
- Ligue de l'enseignement - Fédération des œuvres laïques du Var
- L'URAPEDA SUD,

Titre I : Objet - Durée - Siège

Article 1- Constitution

Le Groupement PARIH-Var (Pôle d'Appui et de Ressources pour l'Inclusion Handicap) est une association loi 1901 créé suite à l'assemblée générale en date du 22 septembre 2022 par les personnes morales ayant répondu à l'appel à projet PARIH 2022.

Article 2 – Dénomination

L'association a pour dénomination : Groupement PARIH-VAR.

A ce titre, chaque personne morale membre pourra utiliser la formule de communication suivante : X membres du Groupement PARIH-VAR et faire usage de la charte graphique (logo).

Article 3 – Objet

L'association a pour objet de promouvoir, faciliter, soutenir, renforcer et généraliser l'accès effectif et la pleine participation des enfants, adolescents et jeunes adultes en situation de handicap (0 à 20 ans) à la vie sociale notamment en milieu ordinaire et aux structures de droit commun de la petite enfance, de l'enfance et de la jeunesse.

A ce titre, l'association pourra notamment :

- Développer un observatoire local du handicap
- Délivrer un accompagnement au bénéfice des professionnels du secteur et plus largement de toute personne intéressée par des questions qui entrent dans le champ de compétence de l'association
- Assurer des actions de promotion et de communication

Article 4 - Moyens d'actions

Afin de réaliser son objet, le Groupement s'autorise notamment les moyens d'actions suivant :

- La mise en commun et la mise à disposition de moyens humains, matériels ou financiers susceptibles de concourir directement ou indirectement à son objet social
- La promotion sur le plan national, régional et local de son action et de celle de ses membres
- La participation de toute personne morale, présentant un lien direct ou indirect avec l'objet social

- La réalisation de toute enquête pour identifier les besoins dans les domaines dans lesquels le Groupement intervient et l'évaluation des services rendus par le Groupement Pluri Associatif
- La conduite de tout partenariat nécessaire au développement de son activité
- La possession et la gestion de biens corporels et incorporels, meubles ou immeubles et plus généralement l'utilisation de tout type de moyens dès lors qu'ils permettent de contribuer de façon directe ou indirecte à son objet social

De façon générale, l'association s'autorise toute action de nature à contribuer directement ou indirectement à son objet social.

Article 5 - Siège social et durée

Le siège de l'association est fixé à l'adresse suivante :

62 chemin de Moneiret 83200 TOULON

Le siège social pourra être transféré en tout autre lieu, après décision à la majorité des deux-tiers des membres du Conseil d'administration.

L'association est constituée pour une durée indéterminée.

Titre II : Composition - adhésions - ressources

Article 6 - Membres - Catégories et définitions

Les membres adhérents sont des personnes morales à l'origine de la création de l'association dont la liste exhaustive est précisée en préambule. Ils sont signataire du procès-verbal de l'assemblée générale constitutive de l'association.

Les membres adhérents sont des personnes morales (associations, fédérations, entreprises privées ou publiques, ...) dont l'entrée a été agréée par l'assemblée générale à la majorité des deux-tiers des membres présents et représentés.

Les membres honoraires sont des personnes morales qui rendent ou ont rendu des services éminents à l'association dont l'entrée a été agréée par l'assemblée générale à la majorité des deux-tiers des membres présents et représentés.

Article 7 - Acquisition de la qualité de membre

L'admission de nouveaux membres est décidée, par un accord des membres du Groupement, en assemblée générale, à la majorité des deux tiers des membres présents et représentés.

L'assemblée générale statue sans possibilité d'appel et ses décisions ne sont pas à motiver.

Ne peuvent être reconnus comme membres que les personnes morales agissant directement ou indirectement dans des domaines qui concernent l'objet de l'association.

Pour être admis, le nouveau membre doit partager les valeurs définies dans sa charte.

Le règlement intérieur général précise les modalités et formes de la demande d'adhésion ainsi que la réponse.

Article 8 - Perte de la qualité de membre

La qualité de membre se perd par :

- 1 La démission notifiée par lettre recommandée adressée au président du Groupement
- 2 La perte de la qualité requise pour être membre, lorsque cette personne est membre en raison d'une qualité particulière
- 3 L'exclusion prononcée par l'assemblée générale pour motif grave, c'est-à-dire un comportement de toute nature incompatible avec les intérêts de l'association ou ses valeurs

Dans ce dernier cas, le membre intéressé est préalablement invité à fournir des explications sur les faits susceptibles de motiver son éventuelle exclusion et, plus généralement à faire valoir ses moyens de défense, dans les conditions précisées au règlement intérieur.

Article 9 – Retrait

Tout membre adhérent peut se retirer de l'association, sous réserve qu'il ait notifié son intention de se retirer par lettre recommandée avec A/R adressée au président de l'association 3 mois avant l'assemblée générale.

Article 10 – Ressources

Les ressources de l'association comprennent notamment :

- Les dotations, aides ou subventions de l'état, des collectivités publiques et de leurs établissements, de l'Union Européenne, voire d'un organisme international, ou d'organismes privés ...
- Les dons manuels
- Les intérêts et revenus des biens et valeurs appartenant au Groupement
- Les adhésions, les donations et legs que l'association peut être autorisée à accepter en raison de sa capacité, la nature de son objet ou de ses activités

Article 11 – Comptabilité

L'association établit, dans les six mois qui suivent la fin de chaque exercice social, des comptes annuels selon les normes du plan comptable général, sous réserve des adaptations prévues par le règlement et son annexe du 16/02/1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

Les comptes annuels, le rapport d'activité, le rapport financier, sont présentés aux membres au moins quinze jours avant la date de l'assemblée ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos.

Article 12 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de l'année en cours.

Article 13 – Adhésions et cotisations

L'Adhésion à l'association groupement PARIH-Var implique l'acceptation des présents statuts et du Règlement Intérieur ainsi que le versement d'une cotisation annuelle fixée en Assemblée Générale.

Titre III : Gouvernance

Assemblée générale - Conseil d'administration

Article 14 - Assemblées Générales

- Les assemblées générales comprennent toutes les personnes physiques représentantes des personnes morales adhérentes et à jour de leur cotisation à la date de l'envoi de la convocation aux dites assemblées
- Les porteurs du mandat de chaque adhérent sont désignés par leur organe compétent respectif avant chaque assemblée générale de l'association. Cette désignation fait nécessairement l'objet d'une délibération de leur organe compétent.
- Les personnels salariés de l'association peuvent être invités à l'assemblée générale par le conseil d'administration. D'autres personnes peuvent aussi participer avec voix consultative à l'assemblée générale en fonction de leurs compétences, sur invitation du président
- Les personnes morales sont représentées par leur représentant légal en exercice ou par toute autre personne dont l'habilitation aura été notifiée au conseil d'administration du groupement

- Les assemblées générales sont convoquées (en présentiel ou en visio-conférence) par le président par délégation du conseil d'administration, par lettre simple ou par courrier électronique au moins quinze jours à l'avance. La convocation contient l'ordre du jour arrêté par le conseil d'administration
- Le règlement intérieur général adopté par le conseil d'administration précise et complète notamment les modalités de fonctionnement des assemblées générales

Article 15 - Assemblée Générale Ordinaire

L'assemblée générale ordinaire se réunit au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social et chaque fois qu'elle est convoquée par le conseil d'administration ou sur la demande d'au moins la moitié des membres de l'association.

L'assemblée générale ordinaire entend le rapport d'activité, le rapport financier le cas échéant, le rapport de gestion et le rapport du commissaire aux comptes. Elle approuve les comptes annuels. Elle approuve les comptes de l'exercice clos et donne quitus de leur gestion aux administrateurs.

Elle se prononce sur le rapport visé à l'article L.612-5 du Code de Commerce.

Elle élit le conseil d'administration.

Elle détermine le montant de la cotisation annuelle.

Les décisions sont prises à la majorité simple des votants, à l'exception de l'entrée de nouveaux membres, cette décision devant être prise à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. Le scrutin se déroulera par défaut à main levée.

Article 16 - Assemblée Générale Extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire a compétence pour procéder à la modification des statuts, à la dissolution de l'association et à la dévolution de ses biens, à sa fusion ou à sa transformation.

L'assemblée générale peut statuer sur l'entrée d'un nouveau membre dans l'association.

Elle est convoquée par le conseil d'administration ou sur la demande d'au moins la moitié des membres actifs de l'association.

A défaut de quorum sur première convocation, l'assemblée générale extraordinaire est à nouveau convoquée à 15 jours d'intervalle et avec le même ordre du jour ; elle peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des droits de vote.

Article 17 - Conseil d'administration : composition

L'Association est dirigée par un Conseil d'Administration composé de personnes physiques désignées par les membres adhérents. Il sera composé de 6 à 24 membres au maximum, élus pour 3 ans par l'assemblée générale. Les administrateurs sont rééligibles. Le renouvellement est assuré par tiers après tirage au sort lors de la première année.

Les candidats au conseil d'administration de l'association sont désignés par les personnes morales des adhérents.

Leur mandat au sein de l'association prend automatiquement fin par le décès, la démission, lorsqu'il perd leur délégation signifiée par leur structure, l'absence non excusée à trois réunions consécutives du conseil d'administration et la dissolution de la personne morale qu'il représente.

En cas de vacance d'un représentant de personne morale, le membre l'ayant désigné, pourra procéder à son remplacement. Les fonctions du remplaçant prendront fin à la date à laquelle devait expirer le mandat du remplacé.

En cas d'empêchement du président, un autre membre du Conseil d'administration sera désigné pour assurer son remplacement temporaire. Le remplacement s'achève dès la fin de l'empêchement.

Si l'empêchement devient définitif, le conseil d'administration de l'association se réunit aux fins de désigner un nouveau président.

Article 18 - Conseil d'administration : fonctionnement

Le conseil d'administration se réunit :

- Sur convocation du président chaque fois que celui-ci le juge utile et au moins 3 fois par an
- Si la réunion est demandée par la moitié des membres du conseil
- Les convocations sont adressées 15 jours avant la réunion par lettre simple ou voie électronique.

Elles mentionnent l'ordre du jour de la réunion arrêtée par le président ou par les membres du conseil qui ont demandé la réunion.

Le conseil se réunit au siège de l'association ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation sous la direction du président de l'association en présentiel ou en visio-conférence.

Le conseil peut délibérer si au moins la moitié plus un des membres sont présents ou représentés. En plus de son propre pouvoir, un membre du conseil ne peut disposer que d'une procuration. Les délibérations du conseil sont prises à la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents ou représentés.

Le conseil peut décider d'inviter à ses réunions d'autres personnes en raison de leur qualité ou de leur compétence.

Les procès-verbaux sont cosignés par le président et un administrateur de l'association.

Article 19 - Conseil d'administration : pouvoirs du conseil

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'association et réaliser tous actes et opérations qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale ainsi qu'au Président, et notamment :

- Procède à l'élection du président, du secrétaire et du trésorier après chaque assemblée générale.
- Définit la politique et les orientations générales de l'association. Des commissions devront être constituées suivant les modalités prévues au règlement intérieur.
- Arrête les grandes lignes d'actions de communication et de relations publiques.
- Arrête les budgets des services du Groupement, avant adoption de ceux-ci par l'assemblée générale et contrôle leur exécution.
- Arrête les comptes de l'exercice clos, établit les convocations aux assemblées générales et fixe leur ordre du jour.
- Approuve l'embauche ou la mise à disposition de personnel. Ces personnels sont chargés d'exécuter, en lien avec le président, la politique arrêtée. C'est le conseil d'administration qui met fin à leurs fonctions.
- Propose à l'assemblée générale la nomination des Commissaires aux comptes, titulaire et suppléant.
- Arrête le(s) règlement(s) interne(s) au Groupement, et notamment ceux qui concernent le règlement intérieur statutaire, le règlement interne de fonctionnement des services.
- Autorise les actes et engagements dépassant le cadre des pouvoirs propres du président et peut consentir à un administrateur toute délégation de pouvoirs pour une mission déterminée.
- Prend acte de l'existence des conventions
- Décide de la modification du siège social.

Les mandats d'administrateurs sont gratuits. Les frais exposés dans l'exercice de leur mission leur sont avancés sur devis ou remboursés sur pièce justificative. Les sommes versées aux administrateurs doivent correspondre exactement aux dépenses réellement exposées par ceux-ci dans l'exécution de leur mandat, et doivent conserver un niveau conforme à des pratiques raisonnables et de bonne gestion. Le conseil d'administration est chargé de veiller à cet aspect, et en répond devant l'assemblée générale.

De façon plus générale, les membres du conseil d'administration rendent compte de l'exercice de leur mandat à l'assemblée générale.

Article 20 - Bureau : composition

Le bureau est composé à minima par un président, un secrétaire et un trésorier.

Le bureau peut décider d'inviter à ses réunions d'autres personnes en raison de leur qualité ou de leur compétence.

Le président, secrétaire et trésorier sont élus par les membres du conseil d'administration.

Les fonctions de membre du bureau prennent fin par la démission, la perte de la qualité d'administrateur de l'association, la perte de la qualité représentant de la personne morale membre.

Le conseil d'administration peut déléguer une partie de ses pouvoirs et sa signature à un ou plusieurs membres du bureau.

Les délégations de pouvoirs et/ou signature doivent être nécessairement écrites dans un document unique de délégation, elles précisent l'étendue et les limites des pouvoirs ainsi délégués.

Article 21 - Bureau : fonctionnement et pouvoirs

Le bureau se réunit autant que de besoin à l'initiative du président. L'ordre du jour est établi par le président. Le bureau ne peut valablement délibérer que si la moitié des membres est présent ou représenté.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Le trésorier établit ou fait établir les comptes annuels de l'association, ainsi que les rapports de gestion et financiers présentés en assemblée. Il gère le fonds de réserve et la trésorerie dans les conditions déterminées par la commission permanente.

Les procès-verbaux des séances sont tenus par un des membres du bureau et signés par le président et le secrétaire ce dernier après validation par l'ensemble des membres du bureau.

Article 22 - Le président

Le président cumule les qualités de président du bureau, du conseil d'administration, de l'assemblée générale. Il agit pour le compte de l'association, et notamment :

- Représente l'association dans tous les actes de la vie civile et possède tous pouvoirs à l'effet de l'engager.
- A qualité pour représenter l'association en justice, tant en demande qu'en défense. Il ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale consentie par lui-même, ou par le conseil d'administration, lorsqu'il y a lieu,
- Intente toute action en justice pour la défense des intérêts de l'association consent toute transaction.
- Convoque le bureau et le conseil d'administration et préside leur réunion.

- Veille à la bonne exécution des décisions arrêtées par le bureau et le conseil d'administration.
- Ordonne les dépenses et veille avec le trésorier à leur exécution conforme.
- Est habilité à ouvrir et faire fonctionner, dans tous établissements de crédit ou financiers, tous comptes et tous livrets d'épargne.
- Signe tout contrat d'achat ou de vente et, plus généralement, tous actes et tous contrats nécessaires à l'exécution des décisions du bureau, du conseil d'administration et des assemblées générales.
- Présente le rapport annuel d'activité à l'assemblée générale.
- Présente à l'assemblée générale le rapport visé à l'article L. 612-5 du Code de Commerce, dans les conditions précisées par le règlement intérieur. Il informe les membres du conseil d'administration du contenu dudit rapport au plus tard lors du conseil précédant l'assemblée générale (disposition applicable en l'absence de Commissaire aux Comptes).
- Peut déléguer, après en avoir informé le conseil d'administration, une partie de ses pouvoirs et sa signature à un ou plusieurs membres du conseil d'administration. Les délégations de pouvoirs et/ou signature doivent être nécessairement écrites dans un document unique de délégation, elles précisent l'étendue et les limites des pouvoirs ainsi délégués.

Le président ne sera pas rémunéré, seuls les frais qu'il engage pour le compte de l'association seront remboursés (les déplacements en voiture au barème fiscal, et les autres frais sur présentation de justificatifs) et l'association supportera l'assurance couvrant sa responsabilité en qualité de dirigeant de l'association.

TITRE IV Dissolution -liquidation

Article 23 – Dissolution

En cas de dissolution non consécutive à une fusion, l'assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés des opérations de liquidation.

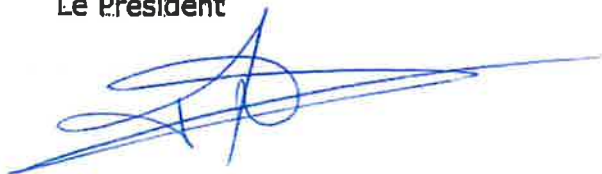
Elle prononce la dévolution de l'actif net conformément aux dispositions de la loi du 1/7/1901.

Article 24 - Règlement intérieur général et ses annexes

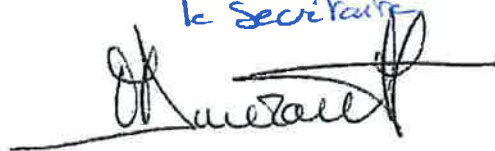
Un règlement intérieur général, validé par les membres du conseil d'administration, précise et complète les statuts, sans en modifier ni le sens, ni la portée.

Fait à TOULON, le 22/09/2022

Le Président



le Secrétaire



Né le 19/11/1986

822 rocade Font de Fillol – bat. Le Gallon

83140 Six Fours les Plages

06-17-08-90-97

cedric.chevallier.78@gmail.com

Permis B

Compétences

- Gestion et méthodologie de projet
- Gestion budgétaire
- Appui technique aux professionnels
- Animation et coordination d'équipe
- Bureautique office et Octime

Diplômes

- 2020/2021 **CAFERUIS** au collège coopératif à Martigues (13)
- 06/2011 : **Master 2 Sport Performance**
Activités Physiques Adaptées, UFR STAPS
- Université de Franche-Comté (25)

Formations

- **Gestion et méthodologie de projet**, CODES 83
- **Managez une équipe au quotidien**, intervenant : Pierre-Olivier Giffard, Formateur - Consultant en Innovation Marketing, Management & Business Développement

Centres d'intérêts

- Football, sports d'hiver, golf, randonnée, VTT, plongée
- Musique, Histoire, Culture Générale

Responsable du PARIH 83

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

Depuis novembre 2022 – **Responsable** – PARIH 83 - Toulon (83) – CDI

Juin 2022 – novembre 2022 – **Responsable et coordinateur** – Var Autisme Loisirs - AIDERA- Var, Toulon (83) – CDI

- **Coordination et animation d'une équipe, gestion et suivi du budget et du projet**, appui à la rédaction des contrats et des emplois du temps auprès des partenaires

février 2021 – juin 2022 – **Coordinateur d'équipe** – MAS La Goélette- AIDERA- Var (24 adultes avec des TSA), Cuers (83) – CDI

- **Accompagnement au développement de compétences** et à la réalisation de projets, mise en œuvre des **PIA**, soutien technique, relais avec la direction, chargé de développement des partenariats professionnels et inclusifs

Octobre – décembre 2020 – **Chef de Service** – MAS La Goélette- AIDERA- Var (24 adultes avec des TSA – 54 employés), Cuers (83) – stage CAFERUIS

- **Gestion et réorganisation des emplois du temps (logiciel Octime)**, mise en place de **nouveaux moyens de communication**, appui technique, conduite d'entretiens de recrutement

Mai – juin 2020 – **Coordinateur d'équipe** - Dispositif d'accueil d'urgence ASE – FOL du Var (7 jeunes de 6 à 18 ans – 5 employés), Sanary sur Mer (83) - CDD

- **Coordination et animation d'une équipe** composé d'animateurs et d'éducateurs spécialisés (**gestion des plannings, apport d'une expertise technique, organisation de réunions, assurer le lien avec la direction...**)

Septembre 2017 - avril 2020 – **Chargé de développement** et professionnel spécialisé – Association Du Fun Pour Tous, Antenne 83 (inclusion des enfants en situation de handicap mental et/ou avec des TSA par les loisirs), Six Fours les Plages (83) - CDD

- Développement d'une antenne de l'association dans le 83 : **diagnostic des besoins ; développement de partenariats associatifs et institutionnels** (IME, CAF, DDCS, ARS, collectivités territoriales,...), **constitution des dossiers de subvention, gestion et suivi du budget et du projet**,

Septembre 2010 à Aout 2017 – **Éducateur spécialisé puis Responsable d'unité d'éducation sportive** - Institut Médico Educatif (IME) « les Metz » (62 enfants en situation de handicap mental et/ou avec des TSA – 12 éducateurs spécialisés), Jouy en Josas (78) - CDI

- **rencontres familles, rencontres des partenaires et des professionnels, rédaction des bilans** et des synthèses, accompagnement du public et mise en place d'activités éducatives... Création d'un service APA, **sensibilisation des professionnels** à l'APA, **gestion budgétaire** du service, **analyse des besoins**, encadrement des APA, création d'un **référentiel des APA** effectuées au sein de la structure, gestion et organisation des activités

De 2013 à 2017 – **Intervenant professionnel à l'université et tuteur de stage** - STAPS d'Orsay (91) – CDD



LANGELOTTI PASCUAL Maria carmen

De: franck laussel <laussel.tlv@orange.fr>
Envoyé: mardi 3 octobre 2023 14:43
À: LANGELOTTI PASCUAL Maria carmen
Objet: légitimité pour siéger à la commission accessibilité

Bonjour,

Ayant été, à regret, de faire la dissolution de l'association " au fil de l'air", je ne pense plus être légitime pour siéger dans cette sous-commission ou même commission avec cette étiquette.

je peux continuer à siéger en tant que représentant de la compagnie maritime "TLV" (directeur administratif) si vous le souhaitez?

Dans cette attente,

Bien cordialement

Franck LAUSSEL